



Samedi 15 Octobre 2022

Partager



*Pour recevoir tous les samedis matins dans votre boîte mail cette lettre gratuite qui raconte les coulisses de nos investigations, il suffit, si ce n'est déjà fait, de vous inscrire en **cliquant ici**. Notre promesse ? Être le plus transparent possible et vous faire part des questions déontologiques que nous nous posons, des moments de doute que nous traversons. En tentant de répondre à vos questions.*

COULISSES.

Journalistes ciblés et menacés : le PSG contre la liberté d'informer

Par **Michaël Hajdenberg**, coresponsable du pôle Enquête.
enquete@mediapart.fr

Les dirigeants du PSG n'aiment pas la presse qui enquête. Tant que les médias saluent leurs joueurs exceptionnels et rendent compte de leurs performances, tout va bien. Mais dès qu'une information échappe à leur communication, ils « lâchent les loups ».

Cette semaine, Clément Fayol et Yann Philippin ont révélé comment le club, détenu par l'État du Qatar, a créé sur Twitter une « *armée numérique* » de faux comptes, chargée de mener des raids très violents et souvent grossiers contre de nombreuses cibles, dont Mediapart. La colère remonte à 2018. A l'époque, grâce aux Football Leaks, nous révélons que le club, qui s'est offert le duo Neymar-Mbappé, contourne le fair play financier, notamment à la faveur d'un contrat de sponsoring bidon avec l'office du tourisme du Qatar. « *Sur les réseaux sociaux, les supporters se déchaînent, se rappelle Yann Philippin. On est traités de hackers, de voleurs, on nous insulte... A défaut de pouvoir répondre sur le fond, ils s'attaquent aux messagers et tentent de nous décrédibiliser.* »

On découvre donc aujourd'hui que cette campagne a été orchestrée par le PSG. Quelques comptes, indirectement contrôlés par le club, donnent le la. La meute suit, chauffée à blanc contre les journalistes.

Les comptes créés avec l'aval du PSG menacent de révéler nos échanges privés, nos numéros, des informations personnelles. *« Ils publient même les premiers chiffres du numéro de téléphone du directeur de la publication Edwy Plenel. L'intimidation est claire : si vous continuez, on dévoile votre vie. »*

Mediapart n'est pas le seul média à avoir subi les offensives du PSG. Quand *L'Équipe* ne fait que son travail en révélant l'ouverture d'une enquête judiciaire à propos d'un match qui aurait été arrangé, puis quand il consacre sa Une aux difficultés financières du club, le PSG prend ces informations comme une déclaration de guerre : *« Ils parlent alors de « désinformation » : une accusation très grave dans notre métier, et complètement infondée, rapporte Yann Philippin. Puis ils décident de boycotter L'Equipe, ce qui est complètement fou. Ils les privent d'accès aux terrains d'entraînement, aux conférences de presse, ils les empêchent de faire leur métier. Ce qui constitue une grave atteinte à la liberté d'informer. »*

Sur les réseaux, les méthodes sont les mêmes que contre Mediapart : des campagnes de haine et de dénigrement. La photo du directeur de la rédaction est diffusée avec un GIF d'un homme se prenant un coup violent dans la figure. *« C'est grave car les fans reprennent et amplifient, avec le risque que cela se traduise dans la vie réelle ».*

Souvent, des lecteurs nous demandent si nous avons peur quand nous révélons telle ou telle affaire politico-financière. Ils ne s'imaginent pas que le risque physique est beaucoup plus fort de voir un hooligan écerelé et revanchard nous attendre au bas du journal pour nous casser la gueule.

Yann Philippin a, lui, vécu un autre type de violence, sans qu'il sache à qui l'attribuer. En janvier 2020, suite aux Football Leaks et à la publication de nouvelles enquêtes sur la corruption dans le sport et l'attribution de la coupe du monde au Qatar, il reçoit de faux mails et de faux documents de plus en plus nombreux, de plus en plus élaborés. Le but de ces messages est que le journaliste clique sur un lien, qui va permettre au pirate d'introduire à distance un virus sur son ordinateur ou de récupérer les données du journaliste. *« Un jour, je reçois un mail, le nom de*

l'expéditrice est celui d'une députée européenne qui a soutenu le lanceur d'alerte des Football Leaks. Elle m'envoie un lien vers un article qu'elle me conseille. C'était un piège : heureusement qu'à Mediapart on apprend à être parano, à se méfier en permanence. »

Une fois pourtant, sa vigilance est prise en défaut. « Dans ma boîte personnelle, j'ai un message d'un membre de ma famille proche dans lequel figurent des photos d'enfants de la famille et un lien pour en télécharger d'autres. J'appuie machinalement. Et là, en moins d'une seconde, me monte au cerveau que ce n'est pas sa façon de faire, qu'elle passe d'habitude par WhatsApp, et avant que la page ne se soit chargée, je ferme le navigateur, j'éteins le téléphone, j'enlève la carte SIM.»

Yann Philippin appelle depuis un autre téléphone le membre de sa famille. Qui lui confirme qu'il ne lui a jamais envoyé ces photos. Puis il contacte le service technique de Mediapart. Qui lui demande de changer sans attendre de téléphone, de carte Sim, d'ordinateur, d'identifiants sur ses comptes.

Rarement nous aurons subi un procédé aussi sophistiqué. Ces photos, le journaliste ne les avait jamais vues. Il vérifie : elles n'apparaissaient sur aucun réseau social. « Après enquête avec ma famille, on s'est aperçu qu'au moins l'une d'entre elles venait d'un faire-part de naissance, mais qui m'avait été envoyé en papier. Je ne comprends toujours pas comment ils ont pu s'en procurer une version numérique »

Le journaliste et Mediapart ont porté plainte. Mais le pirate et le commanditaire n'ont pas été retrouvés. « Depuis, je me méfie toujours plus. Toutes mes conversations avec des sources sont cryptées, mes messages s'effacent automatiquement quasi instantanément. Et je fais attention à tout.»

Lire notre révélation

Révélation sur « l'armée numérique » du Paris Saint-Germain

Par Clément Fayol, Yann Philippin

Le PSG s'est déchaîné contre le supporter giflé par Neymar

Par Clément Fayol, Yann Philippin

Documents volés et arrestation au Qatar : l'enquête qui secoue l'Émirat

Par Clément Fayol, Yann Philippin

Toutes nos anciennes coulisses sont à retrouver [en cliquant ici](#)

15 jours pour 1€ seulement

Testez Mediapart !

Je découvre

LA VIDÉO DE LA SEMAINE

Les fastueux dîners de Laurent Wauquiez aux frais de la Région

Le président LR d'Auvergne-Rhône-Alpes réunit le gotha régional dans des lieux de prestige afin de « créer des synergies ». Le dernier « dîner des sommets » s'est tenu le 23 juin dans un château. Il a coûté pas moins de 100 000 euros d'argent public, selon les informations de Mediapart. Soit plus de 1 100 euros par convive, aux frais du contribuable. Retrouvez notre article et notre enquête vidéo de 6 minutes.

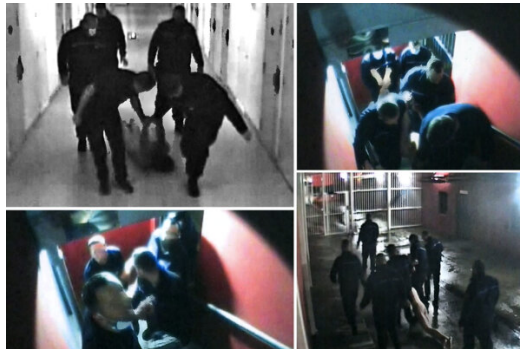
NOS PROCÈS

Vincent Bolloré, la société Bolloré et sa filiale Bolloré Africa Logistics ont définitivement perdu le procès intenté à Mediapart à propos de leurs pratiques au Cameroun. Dans un arrêt du 11 octobre, la Cour de cassation a rejeté leur pourvoi en soulignant « la base factuelle suffisante » de l'enquête de Fanny Pigeaud. ([lire notre billet](#))

NOS AUTRES ENQUÊTES

Dans le Nord, le tabassage filmé d'un détenu conduit six surveillants au tribunal

Par Camille Polloni



Six surveillants pénitentiaires de la maison d'arrêt de Sequedin (Nord) doivent être jugés à Lille, jeudi 13 octobre, pour des « violences en réunion » sur un détenu menotté. Pendant vingt minutes, cet homme de 29 ans a été frappé, traîné au sol et transporté entièrement nu de sa cellule au quartier disciplinaire, sous l'œil des caméras de surveillance.

[Lire la suite](#)

Une école musulmane ciblée par les autorités après un article erroné de « Charlie Hebdo »

[Lire l'article](#)

Coupe du monde 2022 : le Qatar, suspecté de corruption, continue de collaborer avec Interpol

[Lire l'article](#)



AU COURRIER

“Dans l'enquête sur les financements libyens, les enquêteurs ont ouvert les archives de Thierry Gaubert, l'ami caché de Nicolas Sarkozy. Ces archives étaient détenues depuis des années par la police et placées sous scellées. Pourquoi n'ont-elles été exploitées que si récemment ?”

Par Henri Melcer

Notre réponse : Les éléments sur Thierry Gaubert sont apparus — c'est vrai — tardivement dans l'enquête libyenne pour une raison simple. Si l'instruction judiciaire a été ouverte en avril 2013, ce n'est qu'en décembre 2019, suite à des révélations de Mediapart, que l'on a découvert que ce proche de Nicolas Sarkozy avait perçu 440 000 euros d'argent libyen sur un compte aux Bahamas avant la présidentielle de 2007. Il a été mis en examen en janvier 2020 et c'est en octobre de la même année que Nicolas Sarkozy a affirmé aux juges, lors d'une audition, qu'il n'avait plus eu aucune relation avec Thierry Gaubert depuis 1996. Il a fallu plusieurs mois aux enquêteurs pour retrouver, trier et exploiter des archives de Gaubert, issues d'un autre dossier (Karachi), pour finalement établir au printemps 2022 que Nicolas Sarkozy avait bel et bien menti.

Fabrice Arfi

Notre enquête est à retrouver [ici](#).

Continuez à nous envoyer vos questions à la

lettreenquête@mediapart.fr. Nous nous ferons un plaisir de vous lire et de répondre à certaines questions directement dans cette lettre.

JUSTICE

Procès en appel des attentats de janvier 2015 : « Il s'apprête à mourir et il me harcèle pour 3 500 euros »

Par Karl Laske



Condamné à 30 ans de prison en première instance, Ali Polat a été interrogé, mardi, par la cour d'assises spéciale. Il a livré des éléments sur le parcours d'un mystérieux sac d'armes qui a intéressé l'enquête.

[Lire la suite](#)

Procès de l'attentat de Nice : Hollande et Cazeneuve n'ont toujours aucune réponse

[Lire l'article](#)

Les erreurs d'un service de renseignement au cœur du procès en appel des attentats de 2015

[Lire l'article](#)

À la prison de Gradignan, l'État sommé d'améliorer l'accès aux soins

[Lire l'article](#)

L'ACCOUTUMÉ

« Dans ma vie, j'ai fait un certain nombre de choses très positives », a assuré Claude Guéant, qui comparait cette semaine, comme cela lui arrive souvent, devant un tribunal. Cette fois, c'était à Nanterre, où l'ancien ministre de l'Intérieur, aujourd'hui âgé de 78 ans, était jugée pour le financement de sa campagne législative de 2012. Une peine de prison avec sursis et une forte amende ont été requises contre lui. (lire [ici](#))

EN BANDE DESSINÉE



Collection Mediapart/La Revue Dessinée

Mediapart et La Revue Dessinée sortent deux nouveaux numéros. Les pré-commandes sont déjà disponibles.

IL Y A 10 ANS DANS MEDIAPART

Traite négrière et entreprises: BN, un cas d'école



Et si les entreprises qui ont bénéficié de la traite négrière devaient rendre des comptes ? L'exemple de la Biscuiterie Nantaise (BN) montre à quel point les responsabilités sont difficiles à établir. Les faits sont prescrits. Reste la bonne (ou mauvaise) volonté des sociétés.

[Lire la suite](#)

INFORMEZ-NOUS



C'est peut-être vous qui nourrirez une des prochaines Newsletter Enquête de Mediapart en nous communiquant une information sur laquelle nous enquêterons.

Pour ce faire, écrivez-nous à enquete@mediapart.fr



15 jours pour 1€ seulement

Choisissez l'indépendance

Nos investigations, vidéos et analyses ne sont possibles que grâce aux contributions de nos abonné·es. Soutenez le premier quotidien en ligne 100% indépendant !

Je teste pour 1€

[Qui sommes-nous ?](#)[Nous contacter](#)[Besoin d'aide](#)[Mentions légales](#)[CGV](#)



[Gérer mes newsletters](#)[Se désinscrire de la lettre enquête](#)

Pour être sûr(e) de recevoir nos envois, merci d'ajouter l'adresse suivante dans votre carnet d'adresses : mediapart@info.mediapart.fr ou mediapart@mailing.mediapart.fr

[Se désabonner](#)